



Appui à la participation effective et égalitaire des jeunes et des femmes dans la gouvernance locale

Projets : « Défis Jeunes » et « Jeunes porteurs de changement dans le Haut Nord-Ouest »



Avec le soutien financier de

TERMES DE REFERENCE Août 2023

ETUDE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE RELATIVES AUX ENJEUX DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION DES JEUNES DANS LES ESPACES DE DECISIONS, NOTAMMENT DANS LA DEFINITION ET LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT DANS LE DEPARTEMENT DU NORD-OUEST.

Organisations: Ansanm pou yon Demen Miyò an Ayiti (ADEMA) et Initiative

Développement (ID)

Lieu de travail : Département du Nord-ouest (Haut et Bas Nord-ouest), spécifiquement

les communes de Saint-Louis-du-Nord, d'Anse-à-Foleur, de l'Ile-de-La Tortue, de La-Pointe-des-Palmistes, de Jean Rabel, de Môle-saint-

Nicolas, de Bombardopolis et de Baie-de-Henne.

Type de contrat : Consultance/ honoraire/personne/jour

Thématique : Jeunesse - Gouvernance locale participative – Genre – Inclusion –

Développement local

Dépôt des offres : 1^{er} août au 27 août 2023 par courrier électronique :

recrutement2.idhaiti@yahoo.com , copie à adema.recrutement23@gmail.com

avec la mention 2023/ETUDE/NO/CPACTIF

1-Présentation d'ADEMA

Ansanm pou yon Demen Miyò an Ayiti (ADEMA) est une organisation locale qui intervient depuis 2005 auprès des populations du Nord-ouest, spécifiquement de celles de la région du Bas Nord-ouest. De par sa démarche d'intervention misant sur la construction d'une dynamique à long terme, l'organisation continue à accompagner les collectivités territoriales, la société civile, les services déconcentrés de l'Etat dans le cadre de son processus de renforcement de capacités des acteurs/trices locaux, mis en place depuis plus de 10 ans. En rapport avec cette démarche, ADEMA croit que le changement visé au moyen de ce processus de renforcement ne pourra être concrétisé que progressivement et qu'en tenant compte des spécificités de chaque groupe d'acteurs accompagné.

En lien avec la vision du changement de l'organisation et avec les récents plaidoyers des jeunes concernant leur place dans le développement du pays, ADEMA concentre ses actions pour les 10 prochaines années principalement sur les jeunes en tant que minorité éloignée généralement des espaces de définition du développement territorial.

À travers son Programme d'appui au développement local (PADL), les jeunes sont vus comme des acteurs à part entière et pertinents du développement territorial ; ils sont donc un groupe d'acteurs à renforcer. Pour y parvenir, de concert avec son partenaire Initiative Développement (ID) intervenant dans le Haut Nordouest et chef de file de la convention-programme « Action pour la participation Citoyenne et des Territoires InclusiFs (ACTIF) », ADEMA participe à la mise en œuvre de cette dernière, via son projet : « Défis jeunes » dans la région du Bas Nord-ouest.

2-Présentation d'Initiative Développement (ID)

L'ONG Initiative Développement est spécialisée dans la mise en œuvre de programmes de développement axés sur le renforcement des capacités locales et l'accès aux services essentiels (santé, éducation, eau et assainissement, énergies, développement local). Aujourd'hui, ID intervient sur 27 programmes de développement dans 9 pays. L'ONG a été créée en 1994 et son siège est basé à Poitiers, en France. ID se positionne en accompagnement de dynamiques d'acteurs locaux et nationaux sur leurs territoires et vise à favoriser leur autonomie, pour qu'ils construisent et mettent en œuvre eux-mêmes des réponses aux défis de leurs territoires. Budget 2022 : 5,8 M € / 124 collaborateurs dans le monde (dont 91% sont des salariés locaux) / 22 personnes en France / 35 en Haïti.

L'équipe d'ID est engagée pour une société plus juste, le renforcement de la société civile haïtienne et des différents acteurs nationaux, ainsi que l'évolution vers une coopération plus solidaire et inclusive. ID intervient en Haïti depuis 1994 dans le département du Nord-Ouest. Elle y conduit 2 programmes actuellement dans les domaines du développement local (dans la zone du Haut-Nord-ouest) et de la santé.

3-Contexte et justification

Ce diagnostic socio-anthropologique local s'inscrit et s'insère dans une démarche collective : une convention programme (CP) rassemblant 8 programmes dans 5 pays. Elle vise à améliorer l'accès du plus grand nombre aux effets du développement territorial en partant du présupposé que favoriser la participation et l'inclusion y contribue. Cette CP ACTIF fait suite à la CP Développement Local (DL) (2012 – 2021) centrée sur le renforcement de capacités des initiatives de développement sur la promotion d'un dialogue entre les différentes parties prenantes du développement des territoires. L'enjeu d'inclusion criant a incité ID et ses partenaires d'agir en ce sens via cette nouvelle CP. La CP ACTIF repose sur trois phases de 3 ans (2022-2031). Elle a pour objectif global, au terme de 9 ans d'actions, de "renforcer l'accès du plus grand nombre aux effets du développement territorial pour consolider la cohésion sociale des territoires de l'action". L'indicateur cible fixé est le suivant : 30% des acteurs éloignés des espaces de décisions (par sexe et par âge) directement touchés par l'action déclarent avoir vu s'améliorer leurs conditions de vie. Afin d'atteindre cet objectif, ID et ses

partenaires (dont ADEMA, partenaire de longue date dans le département du Nord-Ouest, proposent une logique articulant 2 approches transversales : l'approche territoriale et les approches genre, jeunesse et par les droits. La première phase (2022-2025) est consacrée au lancement de la dynamique collective, au cadrage conceptuel, aux diagnostics locaux et aux premières actions. Les deux programmes menés en Haïti font partie de cette CP.

Cette étude participera à l'établissement de la situation de référence transversale de la CP. Il s'agira donc à la/le consultant.e de transmettre les données collectées dans le cadre de cette étude à l'équipe de SouthResearch, mandatée par ID et ses partenaires, pour établir la situation de référence et co-construire un dispositif de suivi-évaluation.

Partant de ces considérations, ID et ADEMA souhaitent comprendre les déterminants (socioculturels, économiques, politiques) qui ont une influence sur la participation inclusive au développement territorial dans les communes ciblées et spécifiquement sur les jeunes (15 à 35 ans). Cette étude vise à poser les bases, pour un accompagnement plus adapté des jeunes dans le cadre de la mise en œuvre de nos programmes respectifs.

4-Présentation du programme développement local - jeunesse d'ID

Le programme met l'emphase sur la cohésion sociale et le renforcement de la société civile, notamment de la/des jeunesses. Il se compose actuellement de deux projets qui se complètent en pleine synergie (et en cofinancement). Le projet « Les jeunes porteurs de changement dans le Haut Nord-Ouest », financé par l'Union Européenne (UE), qui propose une démarche globale de changement au bénéfice de la participation des jeunes (hommes et femmes) aux décisions et à la vie communale. Et le projet qui s'inscrit dans CP ACTIF dans la continuité de celui précédemment cité, débuté en décembre 2022 avec le financement de l'Agence Française de Développement (AFD).

5-Présentation du projet Défis-Jeunes d'ADEMA

Le projet « Défis Jeunes » mis en œuvre par le PADL d'ADEMA vise à « renforcer la participation de tous les acteurs, notamment les jeunes, dans le processus de développement local initié dans la région du Bas Nord-Ouest ». Cette action, co-financée par l'Agence française de développement (AFD) dans le cadre la Convention-programme (CP) ACTIF 2022-2025, entend construire la collaboration entre les acteurs et actrices pour répondre aux enjeux territoriaux, ceux liés spécifiquement aux jeunesses.

Des actions de sensibilisation, de dialogue entre les acteurs et de plaidoyer sur les droits des jeunes ; et des actions de changement concrètes seront, par conséquent, mises en place pour garantir un cadre favorable à la promotion des droits des jeunes et à leur participation réelle dans les actions de développement territorial. Ce projet permettra également aux jeunes, selon une logique d'*apprendre en faisant*, de mettre en œuvre des projets répondant à leurs propres enjeux. Un appui financier sera alors accordé aux jeunes pour la réalisation de ces projets et aussi aux Autorités locales (les Mairies) pour la mise en œuvre de projets en faveur des jeunes. Les actions de ce projet visent la population des 4 communes du Bas Nord-Ouest, à savoir les communes de Jean Rabel, de Bombardopolis, de Baie-de-Henne et de Môle-Saint-Nicolas. Au terme de cette CP, les changements sociaux attendus sont les suivants :

- Les acteurs et actrices, notamment les Autorités locales (AL), prennent conscience du **rôle d'acteur** des jeunes, promeuvent leurs droits **les consultent dans les prises de décisions de développement territorial**;
- Les espaces de concertation locaux sont redynamisés et les jeunes y participent activement (au moins 30% de jeunes y sont représentés);
- Les jeunes s'engagent dans des **actions citoyennes** (égalité femme-homme, gestion de déchets et protection de l'environnement) et se mettent en réseaux pour une meilleure implication dans le développement de leur territoire.

6-Enjeux de l'étude

C'est à la croisée des chemins des objectifs communs des projets mis en œuvre par ADEMA et ID que cette étude socio-anthropologique sollicitée sera réalisée de manière à bien identifier les enjeux, défis et leviers de participation et d'inclusion, notamment des jeunes dans les espaces de décision locaux. Ce diagnostic analysera les différents facteurs d'exclusion et les rôles et les jeux des acteurs, d'un côté; et présentera des perspectives de mobilisation et de renforcement notamment des groupes de jeunes visant à améliorer l'inclusion, d'un autre. Sur la base d'une cartographie des principaux problèmes auxquels les jeunes sont confrontés, des propositions d'actions claires seront sorties de cette étude en réponse à ces problèmes qui font obstacle à la participation effective des jeunes dans la vie sociopolitique de leur collectivité.

7-Délimitation de l'étude

L'étude sera menée dans le département du Nord-ouest sur les huit (08) communes d'intervention des Programme développement local-jeunesse d'ID et d'ADEMA, à savoir les communes de Jean Rabel, Bombardopolis, Mole-Saint-Nicolas, Baie-de-Henne, La-Pointe-des-Palmistes¹, Saint-Louis-du-Nord, Ile de la Tortue et Anse-à-Fôleur.



- L'échantillonnage est à déterminer par le prestataire et validé par ID et ADEMA.

8- Objectifs de l'étude

L'objectif général de l'étude vise à comprendre les déterminants socio-culturels, religieux, économiques et politiques qui ont une influence sur la participation inclusive au développement local sur les territoires d'intervention d'ID et d'ADEMA des jeunes. Cette compréhension s'organisera à travers l'identification et l'analyse de comment ces déterminants entrent en relation les uns avec les autres afin d'appréhender les freins et les leviers à activer pour améliorer la participation et l'inclusion (des jeunes femmes et hommes) dans les espaces de décision, et dans la mise en œuvre des actions de développement local. Sans être le seul déterminant à étudier, une attention particulière sera portée sur l'influence des rôles et des représentations habituellement attribués aux hommes et aux femmes, ainsi qu'aux aînés et aux jeunes.

De manière spécifique, l'étude doit :

• Identifier/caractériser les populations éloignées des espaces de décisions en termes de développement territorial, notamment les jeunes : profils socio-économique, genre, âge, etc. ;

¹ La commune de La-Pointe-des-Palmistes, située entre Port-de-Paix et Saint-Louis-du-Nord, n'est pas figurée sur la carte géographique ci-dessous, car elle n'est pas encore administrativement constituée.

- Identifier et présenter les espaces d'échange et de concertation (formels et informels), leurs mécanismes, leur fonctionnement, les modalités de gouvernance et stratégies de dialogue, les représentations et les jeux de pouvoir qu'ils sous-tendent;
- Identifier et analyser les facteurs (sociaux, culturels, économiques, géographiques, genre, âge etc.) et acteurs d'exclusion sur la zone d'intervention des projets et les leviers permettant de dépasser les freins à la participation et l'inclusion, notamment des jeunes ;
- Présenter et analyser la situation actuelle des jeunes (les problèmes auxquels ils sont confrontés et leurs principaux besoins) sur les territoires d'intervention d'ID et d'ADEMA;
- Identifier et présenter les types de regroupements de jeunes existants dans le NO (institutionnalisés, informels, spontanés ou communautaires/associatifs), à travers leurs modes de fonctionnement et des modalités de gouvernance;
- Proposer des approches et outils d'accompagnement pouvant faciliter la participation réelle et inclusive dans le développement territorial, spécifiquement à l'attention des jeunes et ceux les plus défavorisés (les jeunes non-scolarisés ou déscolarisés, entre autres);
- Mettre en lumière les actions (ou aspirations) déjà lancées par les jeunes et leurs efforts d'engagement consentis pour contribuer au développement économique de NO;
- Expliquer comment sont comprises et vécues les notions de « participation » et « d'inclusion » par les différents acteurs (jeunes, femmes, hommes, aînés, élus, OSC, parents, élèves, enfants, etc.);
- Analyser, sur les 10 dernières années, les principales interventions l'Etat haïtien dans le NO contribuant au renforcement des compétences et à la valorisation des jeunes, et faire le bilan des avancées par rapport à ces interventions;
- Identifier des filières économiques porteuses qui pourraient générer d'emploi pour les jeunes dans la région et mettre en lumière les créations d'emploi possibles pour les jeunes.

9-Méthodologie

Le/la consultant/e est libre de proposer la méthodologie de l'étude qui sera validée par les équipes des programmes. Il devra néanmoins intégrer dans son équipe d'enquêteurs, des bénévoles identifiés par ID et ADEMA (en accord avec les attentes/besoin du consultant) : la méthodologie présentée par le consultant.e inclura ce paramètre.

A travers l'offre méthodologique, le/la consultant/e présentera les approches et techniques qu'il aura à mobiliser pour parvenir à l'atteinte des résultats. La démarche doit être participative et s'appuyer sur des consultations des communautés et des acteurs locaux en général autant que sur des données bibliographiques (autant que possible), en vue d'objectiver les témoignages.

Une approche inter-sectionnelle de la situation des jeunes est recommandée pour permettre une compréhension holistique des inégalités auxquelles les jeunes sont confrontées. Les approches genre et jeunesse seront donc intégrées durant toutes les étapes de l'étude. Les analyses et les résultats de l'étude doivent donner lieu à des appréciations qualitatives autant que quantitatives : toutes les données devront être désagrégées par sexe, âge et profils socio-économiques de la situation en question. Ainsi est-il proposé de réaliser l'étude, sur la base d'approches quantitatives et qualitatives.

Les bénévoles qui seront identifiés par ADEMA et ID seront formés par les consultants sur la démarche globale de l'étude afin qu'ils soient en mesure d'être partie prenante de celle-ci sur le terrain. La participation de ces bénévoles s'inscrit dans la logique des projets visant à renforcer les capacités des jeunes et leur implication dans les actions du développement de leur territoire. La réalisation de cette étude sera l'une des occasions d'apprentissage concret pour les jeunes dans le cadre des projets.

Enfin, les consultants doivent préciser la manière dont ils prennent en compte le fait de devoir transmettre leurs données et collaborer avec la consultante locale et l'équipe internationale de SouthResearch, mobilisée au niveau transversal pour l'établissement de la ligne de base/situation de référence de la CP ACTIF.

10-Résultats attendus

- Une analyse des déterminants socio-culturels, religieux, économiques et politiques qui ont une influence sur la participation des jeunes au développement territorial est fournie;
- Les espaces de décision, institutionnels ou non (composition, modalités de fonctionnement, etc.) dont le rôle actuel des jeunes en leur sein, et les représentations qui y sont associées, sont connues ;
- La situation des jeunes au début du projet (conditions de vie, degré de dialogue avec les autorités locales) est établie ;
- La perception des populations (femmes, hommes, aînés...), Autorités locales (AL), des Services Déconcentrés de l'Etat (SDE), des leaders en rapport à la participation des jeunes dans les espaces de décisions locaux sont explicitées;
- La vision et la manière dont les jeunes souhaitent participer dans leur communauté sont clairement exprimées ;
- La manière dont sont vécues et appropriées les termes "conditions de vie", les notions de «participation», d'« inclusion » et de « droits » pour les acteurs et groupes marginalisés sont identifiées ;
- Des modalités d'accompagnement en matière de renforcement de pouvoir d'agir, de mobilisation sociale et de participation citoyenne des jeunes (femmes et hommes) sont élaborées;
- Des propositions d'approches et d'outils d'accompagnement et de renforcement de capacités des structures de jeunes, notamment en fonction de leur situation socioéconomique sont fournies.
- Des méthodes et outils de sensibilisation et de communication à l'inclusion des jeunes (en fonction des catégories d'acteurs en question : CT, SDE, jeunes...) sont élaborés et proposés ;
- Des actions de plaidoyer à l'intention des autorités locales sur la promotion des droits des jeunes sont identifiées;
- Une cartographie de groupes de jeunes est présentée en fonction de leur situation socioéconomique et leur sexe.
- Une cartographie sur les créations d'emploi possibles ou filières économiques pour générer des emplois pour les jeunes dans la région.

11-Livrables attendus

Les livrables attendus à l'issue de cette étude sont les suivants :

- Une note de cadrage au démarrage de la mission (après prise de connaissance des documents et le briefing réalisé après la contractualisation);
- Le rapport final de l'étude présentant les différentes étapes de sa réalisation (fiches et compte-rendu d'enquête, compte-rendu des ateliers de restitution);
- Une synthèse de l'étude pour une large publication ;
- Une cartographie d'organisations ou de structures de jeunes existantes sur les territoires étudiés et de leurs efforts passés ou en cours en termes d'engagement citoyen;
- Une cartographie de services disponibles pour les jeunes ;
- Une cartographie des filières économiques présentes et potentielles pour générer des emplois pour les jeunes dans la région;
- Une présentation PowerPoint qui synthétise l'ensemble des documents de l'étude.

12-Profils recherchés

Compétences requises :

- Diplôme d'études supérieures en anthropologie et/ou sociologie ou sciences sociales et/ou pratiques professionnelles avérées dans les méthodes de recherche anthropologique ;
- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans sur la réalisation d'enquêtes, la collecte de données quantitatives et qualitatives ;
- Maîtrise des outils d'enquête qualitative tels l'entretien ouvert ou le récit de vie ;
- Expériences professionnelles avérées dans les approches et analyse de genre et jeunesse et des approches par les droits ;
- Connaissance des outils et/ou expérience d'analyse des acteurs : jeux d'acteurs et enjeux, organisation sociale des communautés, identification de leviers d'actions pour le changement de comportement ;
- Expérience dans le domaine de la participation citoyenne à l'élaboration des politiques publiques sera un plus ;
- Bonne connaissance du contexte sociopolitique et socioculturel du département du Nord-Ouest.

13- Contenu du dossier de consultation

Il sera inclus dans le dossier de candidature une offre technique, une offre financière et des documents de certification de compétence.

Une offre technique contenant:

- Les éléments de compréhension du/de la consultant.e des présents termes de référence ;
- Une proposition méthodologique globale de la mission permettant d'atteindre l'objectif de l'étude (organisation, répartition des responsabilités, déroulement/calendrier prévisionnel, moyens, principes, techniques et organisation de l'enquête (temporelle et spatiale) jusqu'à sa restitution, ressources mobilisées etc.....);

Une **proposition financière** contenant :

- Les honoraires du consultant ou de l'équipe de consultants.es, dont les bénévoles enquêteurs identifiés par ADEMA/ID (8 personnes).
- Divers frais liés au personnel (communication, formation...):
- Les frais de transport (location véhicule, carburant, ...);
- Et toutes autres dépenses en lien avec les activités de la mission (organisation focus group...).

Document de certification de compétences :

- Un **CV détaillé** du consultant.
- Des **documents de références** pour une telle consultance antérieure (copies certificats et attestions de services rendus ; références professionnelles en lien avec la mission).
- Carte d'identité

14- Calendrier et budget

La durée de la prestation est évaluée à maximum 3 mois (septembre à novembre 2023) de travail et le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Signature du contrat et réunion de briefing avec entre l'équipe commanditaire (ID/ADEMA) et le prestataire : 4 septembre au matin.
- Etude des dossiers relatifs au projet (documents partagés par ID/ADEMA) et réalisation d'une note de cadrage : 5 au 20 septembre

- Réunion d'échange avec entre l'équipe commanditaire (ID/ADEMA) et le prestataire et validation de la note de cadrage : 27 septembre
- Réalisation étude de terrain (et formation des bénévoles) : 2 au 31 octobre
- Rédaction de l'étude provisoire : 1^{er} au 15 novembre
- Temps d'échanges avec entre l'équipe commanditaire (ID/ADEMA) et le prestataire : 16 au 29 novembre
- Restitution de l'étude (présentation PowerPoint) en interne (ID/ADEMA) : 27, 28 ou 29 novembre.
- Publication étude : 30 novembre.

Le budget maximum pour cette étude socio-anthropologique relatives aux enjeux de participation et d'inclusion des jeunes dans les espaces de décisions est de 15 000 USD.

15- Considérations générales

Le critère d'attribution sera le meilleur rapport entre la qualité et le prix. Seuls es les candidats es dont la note globale sera supérieure à 70/100 seront présélectionnés es et éventuellement contactés es pour un échange complémentaire.

L'offre doit être envoyée au plus tard le 27 août à minuit par courrier électronique à l'adresse suivante : recrutement2.idhaiti@yahoo.com, copie à adema.recrutement23@gmail.com avec la mention 2023/ETUDE/NO/CPACTIF

Une réunion de briefing sera organisée entre l'équipe commanditaire (ID/ADEMA) et le prestataire le lundi 4 septembre matin.

Documents de référence pour cette étude (transmis sur demande) :

- Cadre logique de la CP ACTIF
- Fiches projets et cadres logiques des 2 projets menés dans le Nord-Ouest